

7 Décembre 2021 : Jour de grève nationale pour les salarié·es du public, du privé et les étudiant·es

Salarié.e.s du privé, agent.es du public, étudiant.es, depuis plusieurs années nous subissons de véritables dégradations de nos conditions de travail au détriment des besoins humains des personnes accompagnées, sans augmentations significatives de nos rémunérations, sans reconnaissance de nos métiers et du travail accompli. Nous faisons face à un **management de plus en plus autoritaire**, centré sur le chiffre et le rendement, entraînant **une perte de sens insupportable**. Tout cela conduit à des arrêts maladie, des burn-out, des ruptures conventionnelles, des démissions, des licenciements pour inaptitude...

Dans le privé, le contexte est inédit. **Nous sommes informés d'initiatives de nos employeurs qui lancent des pétitions, des appels à manifestations, des plaidoyers pour la sauvegarde de nos métiers.** « L'objectif » serait de défendre les salarié.es, mettre en lumière le manque d'attractivité et tenter de revaloriser nos salaires. Dans le même temps, **ces mêmes employeurs s'organisent au sein de syndicats patronaux, afin de fusionner nos conventions collectives et tirer vers le bas nos conquits sociaux** : diminution des congés trimestriels, introduction d'une part variable dans nos salaires, individualisation du salaire par des critères subjectifs à l'appréciation de l'employeur.

Même si nos directions nous appellent à manifester, **comment pouvons-nous défendre nos revalorisations salariales avec ceux qui attaquent nos conventions collectives !** Alors que nos salaires sont quasi gelés depuis 30 ans, nos employeurs et le gouvernement voudraient conditionner, dans le cadre de la mission Laforcade, des augmentations de salaires à la casse de nos conventions. Un chantage intolérable !

Pour la fonction publique, la charge de travail ne cesse d'augmenter. Dans les services, les conditions de travail et le service rendu se dégradent, beaucoup de postes sont vacants ou supprimés. **La loi de transformation de la fonction publique remet toujours plus en cause la qualité du service et les conditions de travail**, alors que la crise sanitaire a mis en lumière **la nécessité de se doter de services publics de qualité, détachés de toute considération marchande.**

Alors que les salarié.es et les agent.es sont précarisé.es, **les étudiant.es ne sont pas épargné.es** : tour à tour utilisé.es dans les services pour combler le manque de personnels, avec **une gratification de misère ou privé.es de lieux de stage.** Le manque de moyens pour les formations n'est que la démonstration de la précarisation de notre secteur.

Gouvernement et patronat, main dans la main, dégradent nos conditions de travail et de facto nos accompagnements.

Le problème d'attractivité serait-il uniquement un problème de salaire ? Que propose le gouvernement, nos employeurs, leurs fédérations et syndicats afin d'améliorer nos conditions de travail, reconnaître nos métiers, notre engagement ? RIEN. C'est à nous de nous faire entendre et revendiquer :

- **Une égalité salariale privé-public par l'augmentation immédiate de 183€ net (Ségur et Laforcade) ET une revalorisation salariale de 300€ minimum (rattrapage de la perte de pouvoir estimée à plus de 30% depuis 1999 dans notre branche).**
- **L'amélioration des conditions de travail au travers de nouveaux conquits sociaux, de moyens humains, matériels et financiers à la hauteur des besoins.**
- **Des conventions collectives de haut niveau et des négociations loyales et sérieuses.**
- **L'arrêt de la transformation des établissements en plateforme de coordination et d'orientation.**
- **L'attribution de moyens humains et financiers nécessaires dans les établissements et services, afin d'assurer une prise en charge de qualité des patient.e.s, des usagers et des familles en s'appuyant sur un service public de solidarité.**
- **L'arrêt des suppressions de postes, la création des emplois nécessaires et en nombre suffisant.**

Nous appelons les salarié.es du privé, les agent.es du public, les étudiant.es, les citoyen.ennes à un mouvement de grève le :

MARDI 7 DECEMBRE à 11h30

Place de la République à Rennes avec un parcours vers le CDAS de Kleber puis vers la Préfecture de Région (3 rue Martenot)

Avec demande d'audience au Préfet, des prises de paroles, un micro ouvert, confection de pancartes revendicatives et affichage sur les grilles, confection de cartes de vœux à adresser à Matignon, nos financeurs, nos employeurs, nos élu.es, etc...

